

## **La logistique amont et son incidence sur l’informalité et la durabilité de la filière cacao dans le Haut-Sassandra, Côte d’Ivoire**

*Mohamed Kanaté*

*Kopeh Jean-Louis Assi*

Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d’Ivoire

*Kounamigan Silué*

Université de San-Pedro, Côte d’Ivoire

[Doi:10.19044/esj.2025.v21n14p154](https://doi.org/10.19044/esj.2025.v21n14p154)

Submitted: 16 January 2025

Accepted: 13 May 2025

Published: 31 May 2025

Copyright 2025 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

*Cite As:*

Kanaté M., Assi K.J.L. & Silué K. (2025). *La logistique amont et son incidence sur l’informalité et la durabilité de la filière cacao dans le Haut-Sassandra, Côte d’Ivoire*. European Scientific Journal, ESJ, 21 (14), 154.

<https://doi.org/10.19044/esj.2025.v21n14p154>

### **Resume**

La Côte d’Ivoire est première productrice et la plus grande transformatrice de cacao au monde. La région du haut-Sassandra en est sa deuxième zone de production. Cependant, les grands paradigmes industriels tels que le cluster qui est un regroupement géographique d’industries complémentaires, ne se constate pas dans ce pays. En effet, cette région grande productrice de cacao, n’enregistre aucune usine de transformation. Elle est seulement une zone d’approvisionnement où est appliquée la logistique amont. Cela traduit une cassure dans la chaîne des valeurs de la filière cacao où la logistique amont, la logistique de production et la logistique de distribution, sont géographiquement séparées. L’objectif de cette étude est d’analyser la logistique amont du Cacao dans le Haut-Sassandra. Pour ce faire, la méthodologie appliquée s’appuie sur une enquête de terrain menée auprès des acteurs des secteurs concernés en plus d’une étude documentaire. Essentiellement, un questionnaire a été administré aux acteurs de terrain que sont les agriculteurs, les magasiniers et les pisteurs. Puis, des entretiens directifs ont été menés auprès des responsables d’entrepôts de stockages et d’achats de produits, des responsables syndicaux agricoles et du Conseil Café-Cacao. Il ressort de cette démarche que l’approvisionnement du cacao est

externalisé par les firmes pivots ; leurs stratégies acquisitives aboutissent à la durabilité et à la formalisation progressive de la filière. Ainsi dans cet élan futuriste, cette étude qui dévoile les réalités profondes de la filière cacao dans le Haut-Sassandra, affiche les conditions de son développement pour le bien-être des populations et de l'environnement.

---

**Mots clés:** Logistique amont, cacao durable, certification, informel, Haut-Sassandra

---

## **Upstream logistics and its impact on the informality and sustainability of the cocoa sector in Haut-Sassandra, Ivory Coast**

*Mohamed Kanaté*

*Kopeh Jean-Louis Assi*

Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire

*Kounamigan Silué*

Université de San-Pedro, Côte d'Ivoire

---

### **Abstract**

Ivory Coast is the leading producer and largest processor of cocoa in the world. The Haut-Sassandra region is its second production area. However, major industrial paradigms such as the cluster, which is a geographical grouping of complementary industries, are not found in this country. In fact, this major cocoa-producing region does not have any processing factories. It is only a supply zone where upstream logistics is applied. This reflects a break in the value chain of the cocoa sector, where upstream logistics, production logistics, and distribution logistics are geographically separated. This could create a problem coordinating the “need/supply/production” triptych. The objective of this study is to analyze the upstream logistics of cocoa in Haut-Sassandra. To do this, the methodology applied is based on a field survey carried out among stakeholders in the sectors concerned, in addition to a documentary study. Essentially, a questionnaire was administered to field stakeholders such as farmers, storekeepers and trackers. Then, directive interviews were conducted with managers of storage warehouses and product purchases, agricultural union leaders and the Coffee-Cocoa Council. It appears from this approach that the supply of cocoa is outsourced by the pivotal companies; their acquisitive strategies lead to sustainability and the progressive formalization of the sector. In addition, the transportation, storage and handling of beans remain precarious.

---

**Keywords:** Upstream logistics, sustainable cocoa, certification, informal, Haut-Sassandra

## Introduction

Située en Afrique de l'ouest aux coordonnées 4 ° 30' et 10 ° 30' de latitude Nord dans un milieu intertropical, la Côte d'Ivoire est le premier pays producteur de cacao au monde avec une production estimée à plus de 2 millions de tonnes (BCEAO, 2014). Le mérite de cette place repose sur une option économique essentiellement basée sur l'agriculture avec de grands atouts naturels et humains. La culture du cacao y représente entre 15% et 20% du PIB, employant près de 600 000 planteurs, faisant vivre près du quart de la population, soit environ 6 millions de personnes selon le Conseil du Café-Cacao (CCC), représentant près de 40% des recettes d'exportation du pays (Gboko, 2019).

La culture cacaoyère en Côte d'Ivoire est héritée de la colonisation car elle a été introduite pour la première fois en 1888 par les Français Arthur Verdier et Amédée De Brétignières à Aboisso, au Sud-Est du pays avant d'atteindre le Sud-Ouest dans la période coloniale (Tano, 2008). D'Aboisso, ce produit s'est rependu dans d'autres régions avec de fortes zones de prédominance appelées *boucles du cacao*. Cette boucle du cacao s'est déplacée géographiquement dans le temps et la région du Haut-Sassandra a eu son heure de gloire en étant la deuxième zone de production cacaoyère du pays (MINAGRI, 2010 ; Koffié-Bikpo et Kra, 2013). Mais les emplois agricoles restent majoritairement informels à un taux de plus de 90% dont 70% sont précaires (Ducroquet et al., 2017).

Considérant le paradigme de *clustering*, cette région devrait abriter des entreprises connexes à cette production cacaoyère pour une optimisation des coûts de production, une juxtaposition des maillons de la chaîne cacaoyère, pour asseoir un potentiel de R&D, pour former un véritable district industriel (Porter, 2000 ; Chalaye et Massard, 2009 ; Kanaté, 2020). Pourtant, cette grande région productrice de cacao, ne comporte pas d'entreprises de transformation qui se trouvent essentiellement à San-Pedro et à Abidjan ou en occident. On note aussi un défaut cognitif observé chez les populations productrices sur les bonnes pratiques agricoles affectant la qualité et la quantité des produits livrés. Ceci constitue un mal environnemental et écologique occasionné par la faiblesse des instruments et moyens de contrôle des institutions étatiques (Gomgnimbou et al., 2010).

Face à cette faible représentativité des structures étatiques, subsistent des standards privés pouvant améliorer les performances du développement durable en termes de pratiques environnementales et sociales. Ceux-ci sont impulsés par des structures internationales dont la première certification fut

introduite par les exportateurs de fèves de cacao Cargill, ADM et SACO sous les hospices de *Rain Forest Alliance* et *UTZ Certified* pour la campagne 2005/2006. Du planteur aux firmes transformatrices, le processus d'acquisition paraît donc long tant au niveau géographique que procédural. Aussi, le changement brutal de paramètres économiques, cognitifs et technologiques, qui se trouvent dans la zone de production, fortement sous-développée, à la zone de transformation qui est hautement développée, affiche une cassure méthodologique dans le processus d'acquisition. Ce processus qui consiste à mettre à disposition la matière première au pied de l'industrie pour la transformation s'appelle la logistique amont.

Appelé également logistique d'approvisionnement, elle est définie selon l'Association française pour la logistique (ASLOG) comme l'ensemble des activités qui ont pour objet de mettre à disposition de l'entreprise dans les délais souhaités et aux meilleurs prix des inputs à savoir ; les matières premières, produits semi-finis, fournitures diverses et équipements. Elle recouvre donc l'approvisionnement, l'acheminement externe et interne vers les services de production concernés et le stockage des intrants qui sont ici les fèves de cacao et leurs dérivés semi-finis tout en respectant des conditions de quantités, de coût et de délais. Elle est un pan important de la chaîne logistique globale appréhendée comme un ensemble d'entreprises interdépendantes se coordonnant dans la réalisation des activités d'approvisionnements, de production et de distribution. C'est donc un maillon qui doit être pensée de façon systémique et doit permettre de regrouper dans un même objectif de réussite et de rentabilité de l'industrie cacaoyère tous les services autour de la fonction logistique.

Alors, cette variabilité aspectuelle dans l'environnement géographique, socio-économique et opérationnel entre trois pans d'un même système logistique (logistique amont, logistique de production et logistique de distribution) oppose deux sous-systèmes : l'espace de transformation et de commercialisation, principalement en zone occidentale avec ses attributs de développement de pratique Eco-citoyenne, de technologie et d'expérience et la zone de production agricole empreinte au sous-développement. Ce constat est aggravé par la libéralisation qui a entraîné un changement radical du mode d'organisation de la filière cacao en Côte d'Ivoire en entraînant la disparition des ventes à termes et une perte de la valeur prix payés aux producteurs de 50 % (Bonjean et Chambas, 2001). Il se pose alors le problème de coordination des opérations de la logistique d'approvisionnement au regard des besoins exprimés par la logistique de production dans un contexte d'informalité et de durabilité. Comment la logistique amont du cacao est-elle organisée dans un contexte de durabilité et d'informalité de la filière dans la région du Haut-Sassandra ? De cette question, cette étude propose d'analyser la logistique amont du cacao en s'appuyant sur le cas de la région du Haut-Sassandra.

L'importance de ce travail est calquée sur celle de toute la filière mondiale du cacao en comparaison avec les conditions de vie, de traitement et de travail des producteurs qui semblent être laissés pour compte dans ce secteur très lucratif. Pour le mener à bien, l'approche par la chaîne des valeurs a permis de l'articuler en deux grandes sections hétéroclites : la première section concerne une étude descriptive de l'environnement mondial et local et leurs différentes imbrications. La seconde section est une approche stratégique des différents acteurs mondiaux et locaux de la filière cacao ainsi que leurs différentes influences au plan local.

### **Méthodologie**

Cette étude segmentaire de la logistique cacaoyère est conduite dans la deuxième zone productrice de cacao en Côte d'Ivoire. Pour prétendre généraliser ses résultats à l'ensemble des zones de production de cacao obéissant aux mêmes caractéristiques zonales, divers paradigmes ont été convoqués notamment une approche par la chaîne de valeur. Aussi, une technique de collecte des données appropriées a-t-elle été adoptée pour rendre les résultats représentatifs et opposables à de telles spécificités zonales, anthropiques et techniques.

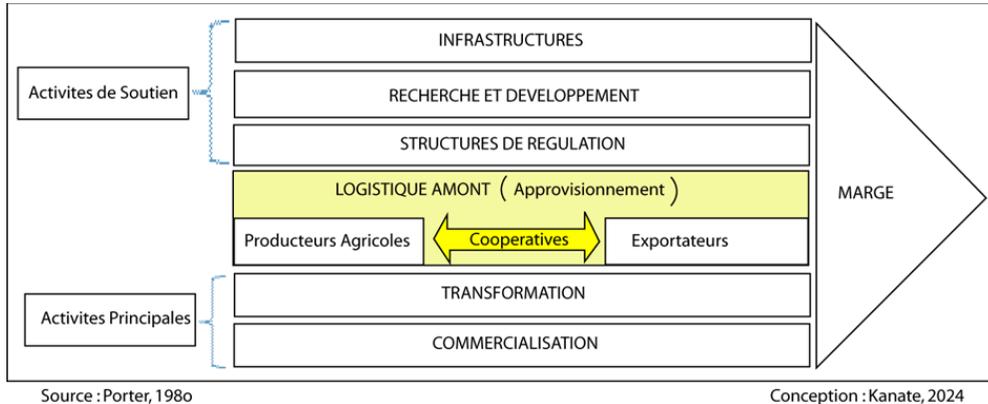
### ***Cadre conceptuel d'analyse : la Chaîne Des Valeurs (CDV)***

Pour mieux appliquer le concept de la chaîne des valeurs, nous appréhendons toute l'industrie cacaoyère comme une filière qui est une succession d'opérations techniques théoriquement représentées par l'ensemble du système de production, de transformation et de commercialisation du cacao, de la matière première aux produits finis. L'objectif de la filière est la commercialisation qui comporte une ou des chaîne (s) de valeur à objectif plus noble qui est la satisfaction du client final. La Chaîne De Valeur ou value-chain introduite dans les années 1980 par Michael Porter est intimement liée à l'analyse des avantages compétitifs des différents maillons de la chaîne de production des entreprises en s'appuyant sur la décomposition des étapes de production de celles-ci. Alors, la production et l'approvisionnement, la transformation et la commercialisation de cacao ne doivent pas être étudiés en vase clos. Ils doivent tenir compte de tous les acteurs de la filière cacao susceptibles d'afficher une harmonie ou une coordination parfaite des opérations et des avantages d'amont en aval.

Ainsi, cette approche permet de montrer comment la quête de la satisfaction du client final peut impacter la production et la logistique amont du cacao. Elle tient compte de l'environnement international (firmes de chocolatier, produits de beauté et pharmaceutiques...) en plus des broyeurs et torréfacteurs au plan national. La CDV explique et décrit donc

l'approvisionnement du cacao dans le Haut-Sassandra en analysant les différentes interactions entre les maillons de la filière (figure 1).

**Figure 1 :** Chaîne De Valeurs adaptée à la Logistique Amont du Cacao dans le Haut Sassandra



Pour aboutir à une marge finale satisfaisante, la logistique amont qui vise principalement l'approvisionnement des structures de transformation et indirectement de commercialisation, doit tenir compte de divers autres aspects regroupés sous le vocable d'activités de soutien. Il s'agit notamment des infrastructures présentes pour son bon déroulement, des structures de recherches pour l'amélioration de la quantité et la qualité de la matière première, et des structures de régulation pour assainir le secteur.

### ***Méthode de collecte de données***

Cette étude commence par une consultation de documents sur la filière cacao, des rapports d'activité ordonnancés par des organisations internationales ou structures de recherche sur l'agriculture, le commerce et le développement durable tels que l'ICCO (Organisation internationale du cacao), le CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement), la CNUCED (Conférence Des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement) ... Ces documents ont permis d'examiner les questions relatives à l'organisation mondiale des acteurs de la filière cacao ainsi que la répartition géographique des acteurs selon leurs spécificités anthropiques. Des articles scientifiques, des mémoires et Thèses sur le cacao spécifiquement en Côte d'Ivoire ont été consultés et ont livré des informations sur les spécificités locales de la cacaoculture et l'approvisionnement. Des documents généraux sur la logistique ont permis de comprendre le fonctionnement de ce domaine et ses paradigmes.

En plus, une enquête de terrain a été menée pour analyser les contingences et réalités de la logistique amont dans le Haut-Sassandra. Pour cela, un entretien semi-directif a été effectué avec deux (02) responsables de

structures d'achats coopératives à Daloa qui nous ont fournis des informations sur la chaîne des intervenants de la logistique cacaoyère dans le Haut-Sassandra et les différentes imbrications entre eux. Ces agents responsables ont fourni des informations sur le cadre réglementaire de la logistique amont, les différentes cotations du fret et les difficultés opérationnelles liées à ce secteur d'activité.

Des focus groups ont été organisés avec des membres de coopératives et syndicats de producteurs que sont : le Syndicat National Agricole pour le Progrès en Côte d'Ivoire (SyNAPCI) qui comporte plusieurs coopératives en son sein et la Société Coopérative des Producteurs Agricoles Nantaba du Haut-Sassandra (SoCooPrANHS). La stratégie était de pouvoir regrouper dans une même tribune, les délégués pour tirer le maximum d'informations et les confronter entre elles. Les acteurs opérationnels de l'approvisionnement et de la production de cacao (Pisteur, Producteur et magasiniers) ont été consultés in-situ.

Un échantillonnage par choix raisonné a été effectué en fonction de l'intensité de l'activité dans les différentes zones considérées. Ce qui a permis d'interroger 6 pisteurs et 12 producteurs qui ont donné des informations sur l'applicabilité des prix ; 4 représentants qui se sont prononcé sur le niveau d'acceptation des standards nouveaux et leurs pratiques effectifs ; soit au total 22 agents. Ceci nous a permis de comprendre les conditions pratiques de travail du personnel roulant et des manutentionnaires, des délégués d'achat notamment par l'observation directe des scènes de chargement, déchargement, transport et d'entreposage de cacao.

### ***Zone d'étude***

La zone d'étude est la région du Haut-Sassandra où nous avons choisi 7 localités d'enquête en plus de la ville de Daloa qui est le chef lieux de région, par un choix raisonné en fonction de quatre critères que sont leur caractère rural ou urbain, leur taille et leur niveau d'accessibilité. Dans ces localités, l'observation directe sur les opérations d'achat, de transport et de manutention a été plus poussée ainsi qu'à Daloa, ville où se trouvent les sièges des coopératives et syndicats enquêtés. Les autres localités choisies sont :

- Sur l'axe Daloa-Issia (la nationale A5), la ville de Boguédia, de taille relativement grande car c'est une commune rurale et le village de Golikro qui est de petite taille.
- Sur l'axe Daloa-Bouaflé (nationale A6), nous avons choisi la ville de Gonaté et le village de Zépréguhé.

Ces villes et villages situés sur ces deux axes sont très accessibles car l'état des routes est asphalté. Toutefois, des localités de petite taille se situant hors des voies nationales et accessibles par piste ont été visitées également. Il

s'agit de Ketro-Bassam, Brakaguhé et de Lagozoan. Ces différents niveaux d'accessibilité et de tailles des localités enquêtées permettent de vérifier le respect des prix indicatifs et aussi les efforts et réalités d'acquisition et d'acheminement des produits (Figure 2).

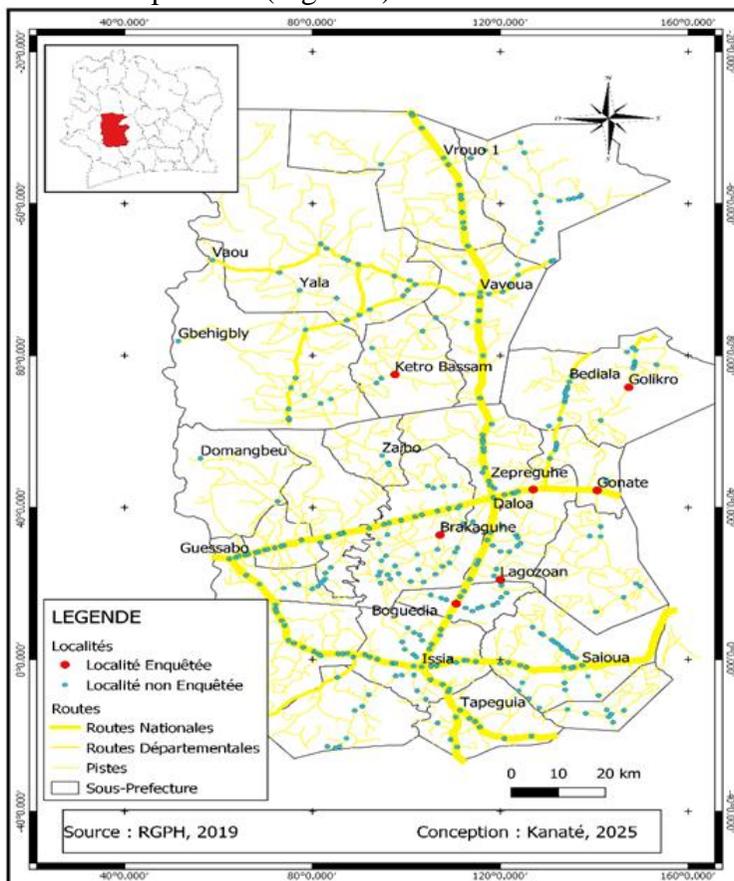


Figure 2 : Délimitation des zones d'étude

## Résultats

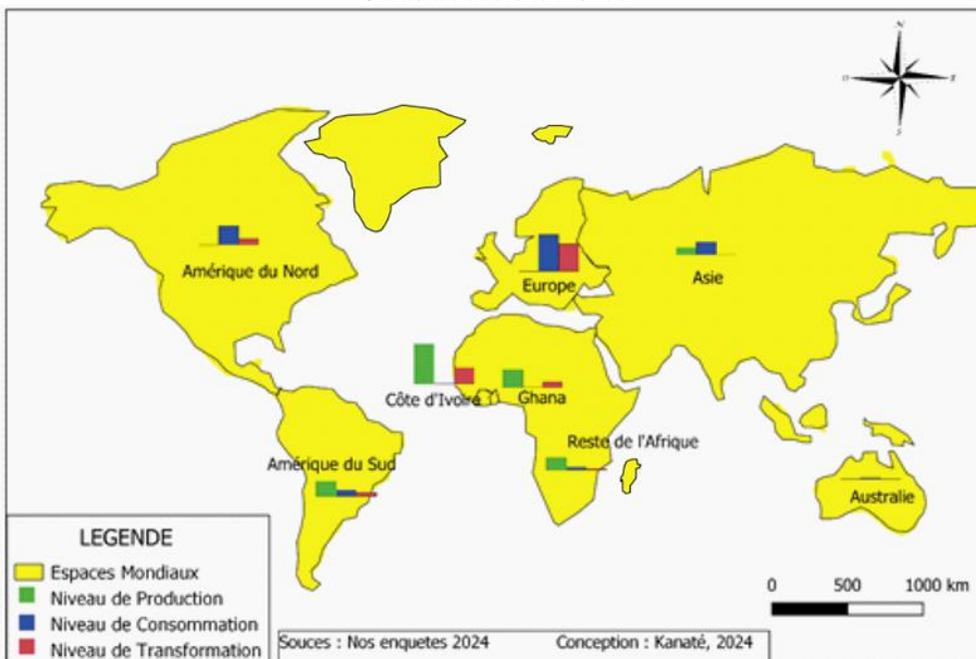
La logistique cacaoyère se présente comme une trame qui comporte plusieurs segments opérationnels en interaction avec divers acteurs et services. Plusieurs secteurs s'y trouvent imbriqués à savoir celui des producteurs, des transporteurs, des acheteurs, des transformateurs et commerçants. Les segments logistiques sont longs et s'étalent du bord-champs dans les pays du sud aux pays occidentaux qui en sont les principaux transformateurs et consommateurs. Tous ces secteurs d'activité qui tournent autour de la production, transports traitement, transformation et distribution de produits dérivés du cacao constituent des chaînes de valeurs de cette filière. Et la logistique amont est composée de la production, du transport et de la fourniture.

## Etat des lieux de la logistique amont dans le Haut-Sassandra

### *Un apport limité de la logistique cacaoyère du Haut-Sassandra dans la logistique globale du cacao*

La logistique globale du cacao encore appelée *Supply Chain* cacaoyère est un circuit long comportant plusieurs segments. Elle admet une cassure entre les zones de production de la matière première, les zones de transformation et les zones de consommation des produits finis. Les zones de production se trouvent essentiellement dans la zone intertropicale et les zones de transformation et consommation en dehors. Les grands pays de productions sont par ordre d'importance la Côte d'Ivoire (2 130 000 tonnes), le Ghana (802 000 tonnes) et le reste des pays africains producteurs avec 667 000 Tonnes, enfin l'Indonésie et le reste de l'Asie avec 277 000 tonnes (200+77). Le continent sud-américain produit 849 000 tonnes principalement en Equateur et au Brésil. Les zones de consommations sont d'abord l'Europe avec 1 922 000 tonnes, l'Amérique avec 1 164 000 tonnes dont 816 000 tonnes pour les Etats Unis. L'Asie en consomme 696 000 tonnes et l'Australie n'en consomme que 83 000 tonnes. Ces résultats tirés de ICCO (2020) montrent la faible part des pays producteurs dans la consommation de ce produit qui est moins de 4% (Figure 2).

**Figure 2 :** Cartographie des zones de production, de transformation et de consommation de Cacao à travers le monde



La part du Haut-Sassandra dans la production du cacao est remarquable mais elle est faible à d'autres niveaux.

Dans un premier temps, il ressort que le Haut-Sassandra ne représente rien en matière de consommation de produit dérivé de cacao à l'image de la Côte d'Ivoire qui produit 40% et consomme moins de 1% des produits dérivés. Dans un second temps, la répartition spécialisée des activités liées au cacao en fonction de la géographie, a une incidence sur la chaîne des valeurs et même sur les revenus des différents acteurs selon leurs niveaux d'intervention. Ainsi, plus de cinq millions de producteurs ne détiennent que 6,6 % des rentes générés par l'industrie cacaoyère. Au niveau de la transformation, les broyeurs détiennent 7,6 %, c'est dans ces deux pans que se trouvent les acteurs du cacao ivoirien et les autres pays producteurs. Les chocolatiers détiennent 35,2% des parts financières. Les vendeurs en détail des produits finaux recèlent de 44,2%. Enfin, 2,1 % sont destinés aux impôts et 4,3% pour le marketing. Les différents segments de la logistique cacaoyère en plus de sa production sont donc : la collecte du cacao, l'exportation, la transformation, et la distribution des produits finaux. La région de Haut-Sassandra n'est représentée que dans la phase de collecte du cacao. La Côte d'Ivoire est la première transformatrice mondiale avec un traitement de 40% de sa production (soit environ 870 000 tonnes) mais c'est une plus-value non efficiente qui n'excède guère les 3% des parts mondiales. En clair, les bénéficiaires de l'industrie cacaoyère en direction du Haut-Sassandra sont infimes. Dans un troisième temps, la région du Haut-Sassandra n'enregistre que la présence de UNICAO (Union Ivoirienne de traitement de Cacao) en terme de firme, celle-ci ne s'adonne pas à une transformation significative du cacao. En outre, plus d'une dizaine de coopératives agréées y sont impliqués dans le segment de l'approvisionnement, celles-ci ont un apport économique faible pour la région. En gros, l'industrie cacaoyère implantée dans le Haut-Sassandra ne concerne que l'approvisionnement et cela limite l'apport économique de cette filière pour la région.

### **Une externalisation de l'approvisionnement par les firmes pivots**

La région du Haut-Sassandra est spécialisée en approvisionnement dans la logistique cacaoyère. En effet, la grande distance géographique entre producteurs et transformateurs et le changement complet de cœur de métier dans les différents segments jusqu'à la commercialisation des produits finaux impliquent une autonomisation de chacun de ces pans. Alors, la filière s'étend du secteur primaire au secteur tertiaire en passant par le secondaire. Il y a donc une séparation tacite des segments logistiques qui s'accompagne aussi d'une politique stratégique de limitation des risques et des coûts en procédant à l'externalisation de certains services par les firmes pivots. Cette pratique d'externalisation a pour conséquence la création de réseaux de partenaires, dont l'articulation est la matérialité de la Supply Chain (chaîne logistique globale) composée d'un panel de fournisseurs et sous-traitants.

Dans le Haut-Sassandra, c'est une externalisation non suivie qui y donne un statut particulier à la logistique amont. Ainsi, les cocontractants internationaux des acheteurs locaux dans le Haut-Sassandra sont : ZAMACOM, SACO, CARGILL, OLAM, SIPEM, AFRICASUSIM, TRANSCAO, CABF KINEDEN, SOCANADA... Ceux-ci implantés à Abidjan et San-Pedro, sont les intermédiaires entre les grands transformateurs et les collecteurs ou acheteurs de produits. Ces derniers ne se réjouissent pas de cette situation car ils estiment qu'ils perdent certains avantages notamment pécuniaires. Monsieur Azono responsable de SoCooPrANHS fustige :

*« ... la chaîne est trop long, je pense que si nous étions en contact direct avec notre chocolatier qui est Mas, cela allait nous arranger mieux que d'être lié à notre exportateur local ZAMACOM implanté à Abidjan... ».*

Cette cassure dans la chaîne logistique cacaoyère du Haut-Sassandra lui donne un statut particulier.

### **Un statut particulier de la logistique cacaoyère dans le Haut-Sassandra : la logistique 'pré-amont'**

Le cacao ivoirien sous forme de matière première ou produit semi-fini, est majoritairement destiné à l'exportation dans les pays occidentaux. Même si la Côte d'Ivoire est la plus grande transformatrice de cacao au monde, cette transformation reste quantitative et primaire car il s'agit essentiellement de broyage, de fermentation et de torréfaction dont la plus-value est relativement faible. Elle met à disposition majoritairement des produits semi-finis. Les transformations les plus significatives en termes de produits finis et de consommation populaire avec une forte plus-value se déroulent en occident. Ainsi, on note un changement radical des acteurs dans les circuits de l'acquisition des produits dans le bord-champs à sa transformation définitive en produits finaux.

Ces produits finaux diffèrent aussi selon les opérateurs : chocolaterie, cosmétiques, beurres et produits médicaux. Les acheteurs de produits impliqués dans cette logistique préalable achètent les fèves de cacao aux planteurs et revendent les mêmes fèves à des entreprises du négoce sans la moindre transformation si ce n'est le stockage. Seulement 14% de la production nationale fut transformé sur la période 2017-2019 soit 1 951 000 tonnes. Cette petite transformation ne se fait pas de manière locale mais dans la capitale Abidjanaise. C'est seulement à l'orée des années 2019 que le taux de transformation interne de cacao en Côte d'Ivoire atteint les 21,6% de sa production, soit 482 737 tonnes sur 2 235 626 avec une vingtaine d'entreprises dont les plus importantes sont SACO (Société Africaine de Cacao) qui est une filiale de Barry Callebaut, Cargill Cocoa SARL, CEMOI, OLAM, etc. Ce sont

des entreprises de droit étranger, la seule entreprise à capital ivoirien se trouvant dans la haute transformation est TAFI. Ces vingtaines d'entreprises situées essentiellement à Abidjan et à San-Pedro ont un fonctionnement à l'écart des entreprises acquéreuses de cacao dans le Haut-Sassandra. Ce qui n'implique pas de leur part la gestion optimale de l'équation « *besoin/approvisionnement/production* » qui est pourtant une mission essentielle de la logistique amont.

Ces acheteurs de produits dans le Haut-Sassandra ne font que mettre à disposition la quantité de fèves disponible sans toutefois tenir compte des besoins exprimés ou même d'une politique stratégique de calibrage des quantités offertes, alors parlons-nous de logistique pré-amont. Cette logistique pré-amont n'apporte aucune valeur ajoutée significative au cacao : des fèves sont acquises, transportées et stockées puis vendues. L'impact de l'industrie cacaoyère n'est donc pas efficacement répercuté sur la région.

### **Une logistique amont précaire en proie à une forte part d'informalité dans le Haut-Sassandra**

Les différentes opérations d'approvisionnements du cacao ne sont pas optimums dans le Haut-Sassandra. Les firmes « pivot » ou grandes firmes cacaoyères, y sont quasiment absentes du processus d'approvisionnement du cacao bord champ. Ce segment de la chaîne logistique est externalisé stratégiquement pour minimiser les risques et les coûts supplémentaires. Ainsi, la politique d'approvisionnement du cacao bord champ échoie aux coopératives et autres acheteurs de produits qui adoptent des stratégies acquisitives précaires employant souvent des acteurs excellent dans l'informel. Ceci se manifeste par des opérations de transport de manutention et stockages désuètes.

#### ***Des opérations de transport précaires***

Le transport est un pan très important dans la logistique amont et particulièrement celle du cacao dans le Haut-Sassandra car il s'agit d'acheminer des produits sur environ 600 kilomètres du bord-champ jusqu'à Abidjan ou à San-Pedro en passant par Daloa. Les coopératives disposent rarement de leurs propres camions donc elles sous-traitent avec des entreprises de camionnage formellement constituées. Cependant, près de 80% des employés de ces compagnies de transport ne sont pas déclarés à la sécurité sociale ; ils ont une situation précaire avec des salaires dérisoires et surtout le manque d'allocation. Cette précarité se manifeste aussi par le mauvais aspect technique des moyens de transport et leur faible niveau d'entretiens.

En effet, la vétusté des engins utilisés par les acheteurs de cacao dans le Haut-Sassandra se justifie par leurs âges moyens de plus de 20 ans. L'âge élevé des véhicules et leurs pannes à répétitions réduisent fortement leurs

performances, ce qui rend moins efficaces les opérations de transport des fèves. Par ailleurs, on note une maintenance fugace de ces engins car les structures d'achats de cacao dans le Haut-Sassandra ne disposent pas de régies internes de maintenance. Ce qui crée des retards dans le processus d'acheminement lorsque le camion tombe en panne de manière improvisée sur le trajet (Photo 1).

**Photo 1 :** Camion chargé de cacao en panne abandonné en pleine route



Crédit photo : Kanaté, 2024

Dans les cas de pannes graves, la remorque est abandonnée sur le lieu pendant que le tracteur est charrié dans les locaux d'un mécanicien qui lui-même travaille de manière informelle. Cette situation expose la marchandise aux avaries dues aux intempéries et aussi à des cas de vols récurrents. La forte précarité et informalité de transport a lieu pendant que l'État subventionne ce transport à hauteur de 14 francs par Kilogramme en considération de la Tonne Kilométrique (TKM) accordée à la région. Ce transport subventionné se passe des magasins des coopératives aux entrepôts des exportateurs d'Abidjan et San-Pedro. En effet, les acheteurs de produits trouvent que cette subvention est insuffisante vu les charges auxquelles ils doivent faire face.

### ***Des opérations de manutention et de stockage non optimales***

La manutention se déroule sur tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement mais elle n'y est motorisée nulle part. Le stockage du cacao se fait dans des magasins de tailles variables selon le niveau de l'entité acquéreuse du produit ou dans le processus d'acheminement. La marchandise est mise en sac lorsqu'elle est prête pour le transport mais elle est entassée à même le sol quand les opérations de séchage ne sont pas complètement achevées. Les acteurs impliqués dans les opérations de stockage n'ont aucune formation spécialisée en gestion des entrepôts ou de magasins. Ils ont appris sur le tas et la seule qualité requise pour exercer ce métier est la force musculaire. Ils excellent dans le secteur informel et n'ont aucune sécurité sociale surtout pour les débardeurs. Certes, aucune accusation de pertes de

qualité de la marchandise n'a été signalée mais un respect des consignes de stockage devrait être un sacerdoce en la matière.

### **Une longue chaîne d'intervenants dans la logistique amont du Haut-Sassandra**

La chaîne des intervenants de la logistique amont comporte beaucoup de maillons dont les uns sont aussi importants que les autres. Ils entretiennent entre eux des flux matériels, informationnels, économiques et financiers. A la base, les fournisseurs que sont les agriculteurs excellent dans un environnement informel même s'ils sont répertoriés depuis 2023 à travers la carte du paysan qui permet de tracer leurs différentes récoltes. Ils sont liés aux acheteurs de tous genres étant tantôt formels tantôt informels.

### **Un flux matériel séquentiel entretenu par divers acteurs**

Depuis le planteur jusqu'au chocolatier et autres transformateurs, des acteurs clés par un jeu de représentations effectuent des tâches précises pour le bon fonctionnement de la filière cacaoyère au regard des normes modernes et de durabilité. Les rétributions des tâches sont diverses et elles sont faites règlementairement par des quotas ou pourcentages dans ou hors des prix imposés. Les chocolatiers généralement implantés en Europe sont en contact direct avec les exportateurs, perçus comme les véritables acteurs de la logistique amont pour eux.

Les exportateurs quant à eux sont en contacts avec les coopératives et les acheteurs agréés qui exécutent ce que nous avons appelé logistique pré-amont car ils ne mettent pas à disposition la matière première aux pieds de l'usine du transformateur. Ces coopératives et acheteurs agréés constituent les acteurs clés de la logistique cacaoyère dans le Haut-Sassandra. Ils sont liés aux planteurs par les délégués choisis arbitrairement (par eux-mêmes) avec l'accord des producteurs pour l'acquisition des produits au bord champs ou même par l'un des deux groupes sur la base de la crédibilité et de la bonne foi. La raison d'être de ces délégués s'explique par l'éloignement de certains sites d'approvisionnement. Ils sont financés et assistés par les coopératives pour qui ils recrutent du fret.

Une fois la marchandise acquise, ils informent leurs coopératives mandataires qui leur envoient des camions de ramassages de différents gabarits en fonction de la quantité obtenue. Ils incarnent en fait des groupeurs dans le bord champ, mandatés par les coopératives et acheteurs. De l'autre côté de la chaîne, ils sont liés aux exportateurs dont les sièges se situent généralement à Abidjan et à San-Pedro. L'acheminement des marchandises vers les exportateurs se fait essentiellement à l'aide de camions remorques. Même si certains de ces exportateurs réalisent une certaine transformation telle

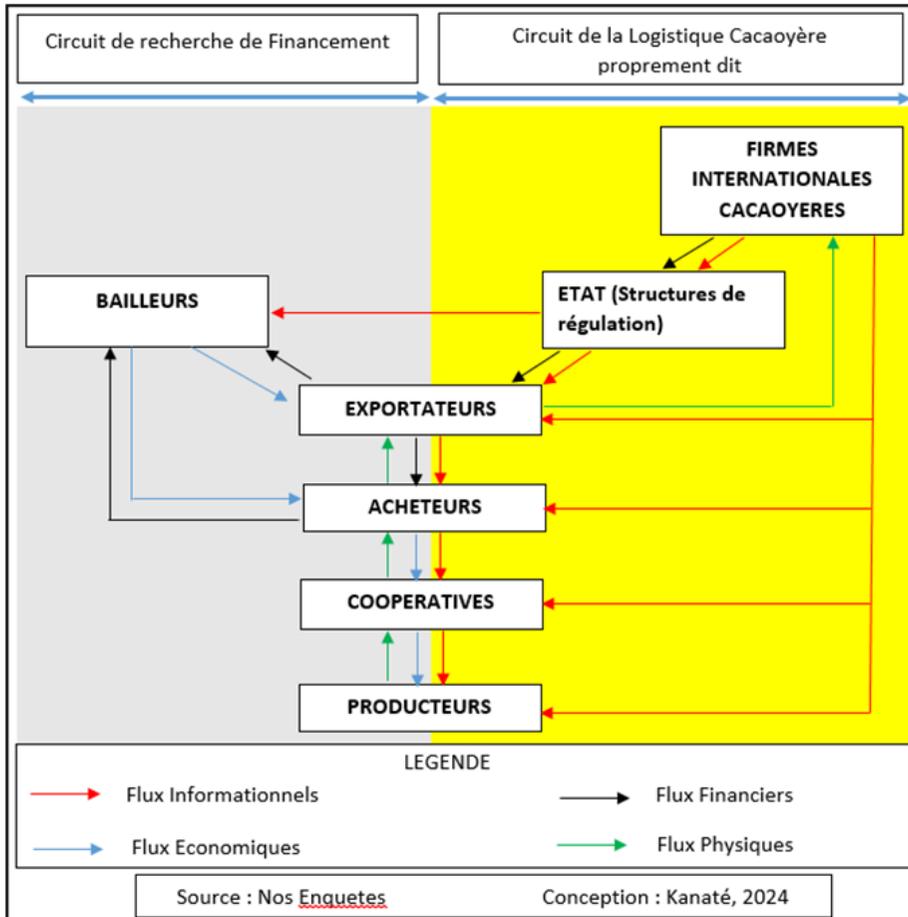
que le broyage ou même la chocolaterie, elles livrent aux véritables transformateurs que sont : NESTLE, MAS, FERORO, MONDELES, etc.

### **Deux grands circuits avec différents flux**

Deux grands circuits animent la logistique cacaoyère avec une imbrication de flux physiques, informationnels, financiers et économiques. Il s'agit du circuit de financement et du circuit logistique qui correspond à la chaîne des valeurs de l'industrie cacaoyère. Dans le circuit financier, les flux sont représentés par deux différents canaux financiers dont l'un interne et l'autre externe. Le canal externe est représenté par les bailleurs de fond situés hors de la filière. Ces bailleurs de fond sont des banques et des microfinances qui ont des conditionnalités de financement différentes en termes de montant octroyé, de la documentation requise, de délais de remboursement et de libéralité.

Les microfinances offrent 100 000 000 FCFA pour 115 000 000 à rembourser sur six mois avec un délai de libéralité n'excédant pas les 15 jours lorsque la coopérative a une bonne garantie. Les banques, moins offreuses donnent un temps de remboursement pouvant atteindre un an avec des procédures plus longues et une documentation exigée plus fournie sachant que les campagnes sont courtes. Le canal interne est représenté par deux types d'actifs pour ces acteurs : des flux directs représentés par la quotité de la coopérative ou de l'acheteur qui est de 80 FCFA/Kg. C'est de cette somme qu'il est sensé réaliser ses charges d'exploitation (salaire, local, entretien et moyens généraux) et réaliser une marge bénéficiaire.

Les flux indirects sont représentés par des primes de durabilité du cacao payées par les chocolatiers par l'entremise des exportateurs. Cette prime est de 35 FCFA/Kg pour les planteurs et coopératives certifiées. Les coopératives doivent mener des actions sociales en faveur des communautés à raison de 30% de la prime certifiée. Aussi, une prime de transport de 14 FCFA /Kg est payée par l'État aux coopératives (Figure 3).



**Figure 3 :** Circuit général de la logistique cacaoyère dans le monde

Les flux informationnels partent de grandes firmes internationales qui dictent aux États producteurs les prix mondiaux. Ils dictent aux exportateurs, aux acheteurs et producteurs les exigences techniques environnementales et humaines. Dans ce cas, les nouvelles données portant sur le cacao durable, le travail des enfants et des enfants esclaves dans les champs ont eu des échos favorables au sein des producteurs du Haut-Sassandra. L'État informe sur les prix indicatifs, sensibilise au respect de ce prix indicatif et aux normes internationales et nationales de bonnes pratiques.

Les flux financiers sont des promesses de libéralité face à la mise à disposition du produit ou de l'exécution de certaines tâches telles que la pratique de la cacao-culture durable. Ces flux financiers lient les firmes, l'État, les exportateurs, les acheteurs et les bailleurs.

Les flux économiques contribuent à la libéralité effective des fonds lorsque la contrepartie est due. Ils lient les acheteurs aux producteurs qui rentrent en possession de leurs fonds dès qu'ils mettent à disposition les fèves

de cacao. Ils lient aussi les bailleurs de fond aux acheteurs qui bénéficient d'une libéralité de fonds lorsque la documentation est requise.

Ces flux informationnels et financiers qu'appliquent les segments logistiques de la transformation et de la commercialisation exercent un impact positif sur la production même du cacao dont les acteurs s'attachent aux bonnes pratiques pour voir leur cacao être certifié et bénéficier des primes afférentes.

### **Analyse stratégique de la logistique amont dans le Haut-Sassandra**

Les acheteurs de produits, les principaux animateurs de la logistique amont du cacao, sont intermédiaires entre les producteurs agricoles et les exportateurs. Leur marge est de 80 FCFA au Kilogramme, somme qu'ils trouvent insuffisante comme l'atteste Monsieur Azono responsable de SoCooPrANHS :

*« Les 80 FCFA sont petits pour nous car plusieurs acteurs ont leurs parts dedans, du ramassage, magasinage, évacuation jusqu'à Abidjan, les coksaires et les délégués, impôts, CNPS et les salaires, maintenance des engins, carburant... ».*

Alors pour faire face à ce lourd cahier de charge et réaliser des profits, les acheteurs de produits réalisent différentes stratégies.

### **La mise en œuvre d'un réseau de fournisseurs à travers les coopératives**

L'analyse stratégique de la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra distingue les multinationales transformatrices et leurs cocontractants fournisseurs. Ceci crée deux portraits absolument différents. Un secteur de transformation industrielle reluisant, florissant, moderne et hautement formalisée face à un secteur d'approvisionnement précaire qui utilise les moyens de bords calqués sur l'environnement local en proie à une forte part d'informalité. Ainsi, les acheteurs locaux de produits ne disposent-ils pas d'une politique de fidélisation des clients par des assistances techniques, matérielles et financières formellement programmées sur le long terme. Ils n'initient pas et ne s'engagent guère dans les programmes de recherches scientifiques qui pourraient améliorer les variétés de cacao afin de garantir ou d'accroître les stocks. Et ce, malgré la présence d'une Université avec des centres de recherche dans la région notamment l'Université Jean Lorougnon Guédé avec ses différents instituts et unités de formations. C'est donc un commerce spontané qu'ils entretiennent avec les paysans qui ne se limite qu'aux périodes de traite. Leur circuit d'approvisionnement est très limitatif car il ne prend pas en compte les opérations de pré-collecte. Le seul instrument fiable de fidélisation des fournisseurs est la coopérative qui se veut

un regroupement géographique de planteurs dans le but de faciliter la vente de leurs produits.

Dans ce même élan, on a les syndicats qui en plus des prérogatives fournies par les coopératives offrent plusieurs facteurs de regroupement comme la défense des droits des paysans et la revalorisation de leurs conditions. Mais malgré ces prétendues défenses de droits et d'intérêts proposées par ces organisations, il n'existe aucun texte de loi qui garantisse l'exclusivité de la vente de produits par un producteur à sa coopérative ou syndicat. Il existe d'autres stratégies plus subtiles comme l'assistance, les aides ou prêts accordées aux paysans lorsque ces derniers ont des problèmes particuliers de scolarisation de leurs enfants, de santé, de funérailles ou tout autre problème spontané. Ces prêts accordés stratégiquement par les acheteurs aux producteurs se présentent comme un couteau à double tranchant qui pourrait être profitable pour l'acheteur lorsqu'il permet la fidélisation du producteur par reconnaissance, mais aussi désavantageux car il peut amener le paysan à vendre chez un autre acheteur sa production de peur que sa dette soit défalquée d'un seul coup de son avoir.

Toutes ces stratégies sont précaires car elles ne garantissent pas des contrats commerciaux formels. Chaque paysan est en réalité libre de vendre son produit à qui il veut sur l'étendue du territoire national. Par ailleurs, une coopérative qui voudrait étendre ses activités dans un autre district administratif, doit y regrouper au moins une centaine de producteurs qui décident de s'affilier à la succursale qu'elle devra formaliser dans ce district. Ce jeu de représentativité dans les districts différents a un impact dual car il multiplie la demande qui force la concurrence. Cette forte concurrence des acheteurs garantit le respect des prix d'achats aux paysans mais aussi, elle entraîne des flagellations de certaines organisations d'achats de petites tailles.

## **La certification et durabilité, des éléments fédérateurs et positifs de la chaîne des valeurs cacaoyère**

### ***Des pratiques saines pour l'amélioration de la production et la formalisation***

Le secteur agricole et particulièrement cacaoyer en Côte d'Ivoire s'est illustré par des pratiques et réalités impropres qui ont irrité consommateurs et transformateurs dont les feedbacks correcteurs tendent à rationaliser les pratiques des producteurs. En effet, sous principalement les besoins et attentes Eco-citoyens des consommateurs (surtout occidentaux), les grands transformateurs mondiaux édictent des programmes de Responsabilité Sociale (RSE) et de durabilité concernant leurs approvisionnements. Les mécanismes de certification explicités dans des référentiels ou cahiers de charge suivent différents schémas de certification : celui des normes privées (Rainforest Alliance pour une meilleure productivité et la protection de l'environnement, Fairtrade/Max Havelaar pour le commerce équitable, *Fair for life...*), celui du

label agriculture biologique et celui des normes régionales et internationales (ISO 34101 pour le cacao durable et traçable). Ces programmes s'attellent au renforcement des capacités des producteurs via des formations, la distribution de plants de cacaoyers et d'autres arbres, la cartographie des parcelles, ont pu régler des fléaux nébuleux tels que le travail des enfants, la déforestation tout azimut pour la cacaoculture. Ils ont procédé aussi à l'intensification de la production et le développement de l'agroforesterie. Au plan social, l'accès au crédit, à l'éducation et le recensement biométrique des acteurs procèdent de la formalisation progressive du secteur. La logistique de l'approvisionnement est la pièce centrale de cette nouvelle dynamique en servant de trait d'union entre les transformateurs et les producteurs. Pratiquement, elle veille à l'achat des produits au regard des normes de durabilité dument imposées par les standards internationaux. L'application de ce barème motive les cacaoculteurs à se battre pour la certification de leurs produits en appliquant effectivement les recommandations techniques, environnementales et sociales.

### ***La certification, un apport incitatif de la chaîne logistique globale sur la logistique amont dans le développement local et durable***

Les gains financiers supplémentaires octroyés dans le cadre de la certification, s'obtiennent au moyen de l'application des normes de durabilité qui visent à accompagner les producteurs à adopter des pratiques idoines afin d'optimiser leurs rendements tout en préservant le développement durable. En plus du prix normal au kilo qui est de 1500 FCFA pour la campagne 2023-2024, le planteur bénéficie d'une prime de 35 FCFA/Kilogramme (Kg) pour le cacao certifié. Mais il existe aussi des projets pilotes avec des structures privées qui octroient des primes cumulées pouvant atteindre la somme de 500 FCFA/Kg : La prime *Fairtrade* (pouvant atteindre 200 FCFA/ Kg), prisée par les acteurs est de plus en plus rare. Il y a aussi des primes étatiques promues par l'ANADER vu l'application de l'agroforesterie.

L'application des standards de durabilité crée un avantage environnemental par la pratique de l'agroforesterie qui permet la reconstitution du couvert végétal et l'introduction des essences d'arbres qui ont été décimées non seulement par la cacaoculture mais aussi par l'exploitation forestière. Elle occasionne en outre un développement social par le respect de l'éthique car on constate une éradication progressive du phénomène des enfants esclaves dans l'agriculture cacaoyère. Le caractère incitatif ne se limite pas qu'aux producteurs agricoles mais aussi aux acheteurs et coopératives qui bénéficient de 35 FCFA/Kg. Mais des injonctions sont faites sur les primes que reçoivent ces acheteurs et coopératives : ils doivent participer au développement local par des actions sociales à raison de 30% et faire des allocations à leurs employés.

Ainsi des écoles sont construites, des tables-bancs offerts à des écoles, des lieux de cultes sont réhabilités et souvent même des voies sont reprofilées. C'est un comportement naissant quand des opérateurs économiques locaux s'impliquent dans le développement social des localités. Ainsi, les acteurs de la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra ont une image reluisante auprès des populations locales sous l'injonction des normes opérationnelles édictées par des segments sus-jacents de la chaîne des valeurs cacaoyère.

## Discussion

Cette étude montre que la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra ne se déroule pas en vase clos même si elle est externalisée par les firmes transformatrices. Vu les caractères anthropique, économique, cognitive et technique communs aux différentes zones de production cacaoyère en Côte d'Ivoire, ces résultats sont similaires aux réalités de l'ensemble du pays. Ceci est d'autant plus appuyé qu'il existe les mêmes centres d'ordonnement en matière de pratiques et de normes pour le pays tout entier qui est soumis aux mêmes lois étatiques et multilatérales.

Ainsi, concernant le financement, il y a certes une ébauche de financement pour les structures formelles de la chaîne du cacao (exportateurs et acheteurs) mais celui-ci est faible pour les paysans eux-mêmes qui excellent encore dans l'informel. Ils ne bénéficient que de petits prêts accordés par les acheteurs. Cette pratique n'est pas nouvelle et exclusive au Haut-Sassandra car une étude réalisée en 1997/98 auprès de 336 planteurs dispersés sur l'ensemble de la zone de production montrait que 12 % des planteurs avaient contracté des crédits auprès des acheteurs (BNETD, 2000).

L'appellation de logistique pré-amont dans cette étude se justifie par le fait que la première acquisition du produit est carrément détachée des tâches logistiques des grands transformateurs qui l'ont externalisé auprès des exportateurs. Ces derniers aussi l'ont externalisé auprès des acheteurs dont l'implication dans la chaîne des valeurs cacaoyère est importante mais hors des cœurs de métiers de ces transformations. Cette politique d'externalisation permet de minimiser les risques et les pertes pour ces dernières (Kanaté, 2020 ; Jugurta et Chabi, 2022). Elle contribue à une meilleure allocation des ressources et à des économies d'échelles en optimisant le rapport efficacité/coût tout au long de la chaîne de valeur (Gayi et Tsowou, 2016).

Cependant, cette externalisation expose les producteurs fragiles aux malversations des acheteurs véreux d'une part et d'autre part les acheteurs eux-mêmes à des cas de vols et de banditisme. Aussi, profiterait-elle mieux à la région du Haut-Sassandra si la politique de *clustering* (Chalaye et Massard, 2009) y était pratiquée par l'implantation des entreprises transformatrices. Par ailleurs, si cette étude montre l'impact positif des programmes de durabilité dans la région du Haut-Sassandra, celle de Carimtrand (2021) montre les

intentions inavoués et mercantilistes de ces programmes qui visent en réalité à fidéliser les coopératives de planteurs et à lutter contre le *side-selling* (ventes parallèles) afin de sécuriser leurs approvisionnements. Mais cette intention de fidélisation n'est pas l'apanage de la certification car depuis même les politiques de libéralisation, on a observé l'émergence de contrats privés entre producteurs et exportateurs ou usiniers appelé *contract farming* (Bonjean et Chambas, 2001).

En plus, les surcoûts liés à l'adoption des pratiques requises pour la certification sont pour l'instant insuffisamment compensés par les primes de certification (Carimentrand, 2021). En effet, ces auteurs ne font qu'une évaluation pécuniaire de cette prime contrairement à l'étude-ci qui analyse en plus ses dimensions sociales et infrastructurelles. Cette approche s'appréhende par la construction et l'équipement d'école, la réhabilitation de dispensaire et le reprofilage de voies sans oublier les formations sur l'agriculture durable et ses bienfondés. Si nous sommes d'accords avec eux que la prime directe mérite d'être augmentée, nous faisons remarquer en outre qu'elle a un impact positif sur le capital humain et social car elle garantit l'accès des populations rurales à des commodités : à l'école, aux soins, à l'éducation ... Celles-ci pratiquent dorénavant une économie agricole durable et responsable en changeant leur perception des problèmes sociaux et environnementaux liés à la production du cacao.

C'est un apport cognitif et comportemental inestimable qui prend forme et corps dans la région du Haut-Sassandra qui fut naguère siège de déforestation, d'abus de tout genre due à la cacaoculture (Timité *et al.*, 2019). Enfin, on assiste à cette philanthropie apparente des sociétés d'achat et coopératives à s'impliquer directement dans le développement local. S'agissant des conditions pratiques du travail dans la logistique amont du Haut-Sassandra notamment le stockage, le transport et la manutention, les études de Kanaté *et al.* (2022 ; 2023) confirment bien la présence d'une précarité criarde.

## **Conclusion**

En somme, cette étude a atteint son objectif d'analyser la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra à travers une méthodologie basée sur le croisement de données documentaires et d'enquêtes de terrains qui ont été analysées au regard des percepts de la chaîne des valeurs. Ainsi, révèle-t-elle que les conditions opérationnelles de la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra restent précaires. On a des modes opérationnelles archaïques, des locaux de stockage inappropriés, des engins de transport vétustes et des infrastructures routières difficilement praticables. Les régies internes de maintenance des engins sont fugaces car externalisés de manière informelle. En plus, les acteurs sont formés sur le tas et le travail se fait majoritairement

dans l'informel. C'est un tableau non reluisant de la gestion des flux qui rend ce pan primaire de la logistique non optimum.

En outre, l'approche par la chaîne de valeurs a permis de ressortir l'impact positif des maillons supérieurs de la chaîne logistique globale sur la logistique d'approvisionnement du cacao, celui-ci se matérialisant par les primes pour les bonnes pratiques agricoles visant le développement durable. Les segments les plus lucratifs de la logistique cacaoyère que sont la transformation et la commercialisation, sans être visibles dans le segment de l'approvisionnement, exercent un impact positif dans l'amélioration des fèves et des pratiques notamment par la politique de certification en tenant compte des avis des consommateurs. Il ressort que ces primes ne sont pas suffisantes matériellement, mais le plus gros avantage est de procéder à un changement de comportement chez les acteurs de production et d'approvisionnement qui sont plus respectueux de l'environnement, de la condition humaine et de leurs avenirs. De surcroît, ce mécanisme joue un rôle incubateur dans le processus de formalisation des activités de la chaîne d'approvisionnement et de production cacaoyère, même s'il est lent et invisible, il arrive à pas sûrs. La confidentialité de certaines données détenues par les structures formelles d'achat et la réfraction de certains acteurs de terrains à donner certaines informations ont été souvent des difficultés à surmonter. Malgré cela, l'étude a pu montrer l'impact positif de la logistique amont dans le Haut-Sassandra à travers des stratégies acquiescentes novatrices. Au regard de cette importance, il serait intéressant d'évaluer la viabilité des stratégies de ces firmes cacaoyères sur le long terme.

**Déclaration pour les participants humains :** Cette étude a été approuvée par la direction du Département de Géographie de l'université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (UJLoG) et les principes de la déclaration d'Helsinki ont été respectés.

**Conflit d'intérêts :** Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

**Disponibilité des données :** Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

**Déclaration de financement :** Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

#### **References:**

1. BCEAO (2014) Etude monographique sur la filière cacao dans l'UEMOA, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

- Direction des Etudes et de la Recherche, 22p, <https://www.bceao.int/sites/default/files/2017> consulté le 09-01-2025
2. BNETD (2000) Dispositif de suivi-évaluation de la libéralisation des filières café-cacao, campagne de commercialisation 1999/2000, mars, novembre et juillet.
  3. Bonjean, C.A. & Chambas, G. (2001) Impact du mode d'organisation des filières agro-alimentaires sur la pauvreté : La filière cacao en Côte d'Ivoire, CERDI, *Etudes et Documents*, 2001.15, 51p
  4. Camisullis, C. (2008) Les déterminants de la capacité d'une chaîne logistique amont, Thèse de doctorat, Université Paris Dauphine, 250p.
  5. Carimentrand, A. (2021) Etat des lieux sur la déforestation importée et les schémas de certification de l'objectif zéro-déforestation dans la filière cacao. Rapport d'étude. Comité Scientifique et Technique Forêt/ CIRAD, Paris, 64p
  6. Centre National de Coopération au Développement (2017) Identification projet d'appui à la police de proximité dans le Centre-Est, Burkina Faso, 21p.
  7. Chalaye, S. & Massard, N. (2009) Les clusters : Diversité des pratiques et mesures de performance, *La problématique des clusters : éclairages analytiques et empiriques*, Revue d'économie industrielle, 153-176.
  8. Chambre de l'Agriculture de Côte d'Ivoire (2023) la filière cacao <https://www.chambragri.ci/sites/default/files/pdf/FILIERE-CACAO.pdf> consulté le 30/072024
  9. Ducroquet, H., Tillie, P., Louhichi, K. & Gomez-Y-Paloma, S. (2017) Etat des lieux des filières de production végétales et animales et revue des politiques agricoles
  10. Gayi, S.K. & Tsowou, K. (2016) L'industrie du cacao : intégrer les petits exploitants dans la chaîne de valeur mondiale, New York et Genève, CNUCED 53p
  11. Gboko, K.C. (2019) Les dispositifs de conseil liés à la certification du cacao en Côte d'Ivoire : rôle du secteur privé, CERFRANCE, CIRAD & IRAM, 16p
  12. Gomgnimbou, A.P.K., Savadogo, P.W., Nianogo, A.J. & Millogo-Rasolodimby, J. (2010) Pratiques agricoles et perceptions paysannes des impacts environnementaux de la cotonculture dans la province de la Kompienga (Burkina Faso), *Sciences & Nature* Vol.7 N°2 : 165-175.
  13. ICCO (2020) International Cocoa Organization, Organisation Internationale du cacao : Quarterly Bulletin of Cocoa Statistics, Volume XLVI No. 1, Londres, 16p
  14. Jugurta, A.A. & Chabi, Y. (2022) La fonction de la logistique et son rôle au sein de l'entreprise (amont) cas : SARL Laitrie Soummam,

- mémoire de master, Université Abderrahmane Mira De Bejaia Faculté Des Sciences Économiques, Commerciales Et Des Sciences De Gestion, 81p
15. Kanaté, M. (2020) Étude géographique du secteur informel dans les ports ivoiriens, Thèse de Doctorat de géographie, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire, 350p
  16. Kanaté, M., Dago L.F. & Kablan, N.H.J. (2022) Les nuits du personnel roulant fréquentant le port d'Abidjan, une problématique à la limite de la précarité et des abus, *la nuit, une nouvelle question pour la géographie du commerce et des transports en côte d'ivoire*, R-G-O, Ouagadougou, 109-120.
  17. Kanaté, M., Eba, K.A. & Atsé, E.L.M. (2023) Le transport informel dans le transfert des charges agricoles dans le Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire), *Problèmes de développement dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire : analyse géographique des défis et opportunités*, RIGES, Bouaké, 72-88.
  18. Koffie-Bikpo, C.Y. & Kra, K.S. (2013) La région du Haut-Sassandra dans la distribution des produits vivriers agricoles en Côte d'Ivoire, *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n° 2, EDUCI, 95-103.
  19. MINAGRI (2010) Annuaire des statistiques agricoles, (Ministère de l'agriculture) Abidjan, Direction des statistiques, de la documentation et de l'informatique 73 p
  20. Porter, M. (2000) Location, competition, and economic development: local clusters in a global economy. *Economic Development Quarterly*, 15-34.
  21. Tano, M. (2008) Crise cacaoyère et stratégies de survie des producteurs : le cas des Bakwé dans le Sud-Ouest ivoirien, *cahiers d'outre-mer*, 323-338.
  22. Timité, N., Sangne, Y.C., Kpangui, K.B. & Barima, Y.S.S. (2019) Exploitations cacaoyères et pratiques culturelles au sein d'un espace domanial : cas de la forêt classée du Haut-Sassandra (FCHS), Côte d'Ivoire, *Journal of Animal & Plant Sciences (J.Anim.Plant Sci. ISSN 2071-7024)* Vol.41 (3), 7015-7028. <https://doi.org/10.35759/JANmPlSci.v41-3.5>, consulté le 09-01-2025
  23. Yeboue, K.T. St. U. (2022) La Traite Cacaoyère à l'épreuve de l'insécurité dans la Sous-préfecture de Soubré (Sud-ouest Ivoirien). *ESI Preprints*, 663-687. <https://doi.org/10.19044/esipreprint.9.2022>